Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: 5

Artikel: L'histoire des villes
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346742

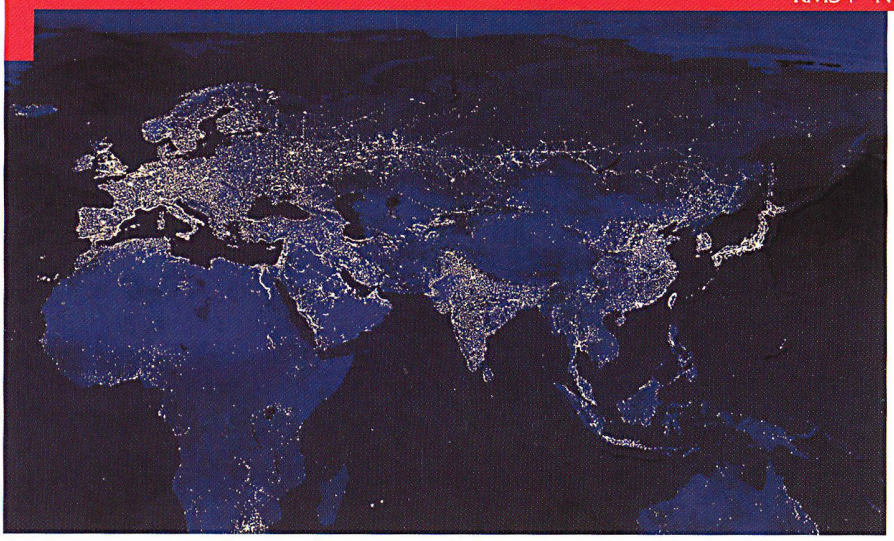
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



L'histoire des villes

Maj EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef RMS+

Si l'étude et la compréhension de la vie rurale constituent un « champ » de recherche traditionnel en Histoire, l'histoire de l'industrie et de l'économie fait son apparition dans la première moitié du XXe siècle. Quant à l'étude des villes, elle se développe tardivement, après la Seconde Guerre mondiale.
On peut trouver à cela plusieurs explications. Tout d'abord, jusqu'au XXe siècle une ville ne se conçoit pas sans son « bassin » rural, qui sert aussi bien à la fourniture de subsistance que de réservoir démographique. La population des villes est généralement plus mobile et sa croissance repose sur l'immigration provenant des campagnes environnantes. Enfin, on note dans de nombreuses sociétés une identification culturelle et traditionnelle aux modes ruraux qui s'étend bien au-delà des exodes et de la concentration urbaine du début du XXe siècle. On constate encore à ce jour, sur la scène politique européenne comme helvétique, une surreprésentation du monde et des intérêts ruraux ou agraires.

Définitions

La ville pose de nombreux problèmes de définitions. Originellement définie par ses murs, elle se conçoit aujourd'hui avant tout en tant que concentration de population. On y trouve la pluart des activités humaines : habitat, mines et industrie, commerce et services, carrefour portuaire ou ferroviaire, mais aussi éducation, politique, culture, sports, loisirs, tourisme. La ville se caractérise également par son unité géographique. Elle est un lieu de décision et de communication, de même que l'espace des rencontres fortuites.

Il existe fondamentalement deux critères de définition des villes. La première, appliquée en France, en Allemagne et aux USA, établit un critère de seuil de population, soit environ 2 000 habitants au début du XXe siècle, environ 4 000 de nos jours, qui fait la différence entre communes (*Gemeinden*) et villes (*Städte*).

Mais ce critère est théorique, car l'Empire allemand reconnaît à des entités plus petites le statut de villes pour des raisons « de réputation ou de tradition ». Il en va de même en Suisse. En Angleterre, les villes (*towns*) peuvent devenir des cités (*cities*) par l'achat de chartes, qui leur confèrent une autonomie accrue.

Histoire

Les villes apparaissent vers 3500 avant JC, en Mésopotamie, dans la vallée du Jourdan, de l'Indus et du Yangzi Jiang. En Europe, on atteste des premières concentrations urbaines vers 1500 av JC. Leur création est intimement liée à la production de surplus agricoles à partir de terres fertiles, à l'occasion de la sédentarisation du Néolithique. Très tôt, par sa concentration du pouvoir et de la main d'œuvre, des réserves et des richesses, les villes assument une fonction de défense et sont protégées par des murs d'enceinte.
Dans l'Antiquité, l'organisation de civilisations et de Cités voit une concentration croissante des pouvoirs échoir aux villes. Aux fonctions politiques, militaires et économiques s'ajoutent les questions sociales et culturelles. La « barbarisation » de l'Empire romain voit les villes perdre de leur importance face aux campagnes ; mais la Mutation féodale des XIIe et XIVe siècles réorganisent la société en profondeur autour de nouveaux principes –le système féodal- et de nouvelles hiérarchies : la monarchie et l'Eglise. La crainte des « raids » ainsi que les défrichements conduisent à la constitution de villes fortifiées et organisées. Villes et campagnes sont alors complémentaires mais aussi concurrentes en plusieurs points.

En effet, les villes ne peuvent se concevoir sans la création d'excédents de subsistance, d'afflux de populations rurales ou la production de richesses importantes. Au commerce et au marché local, qu'influence la campagne environnante, les villes s'insèrent également dans

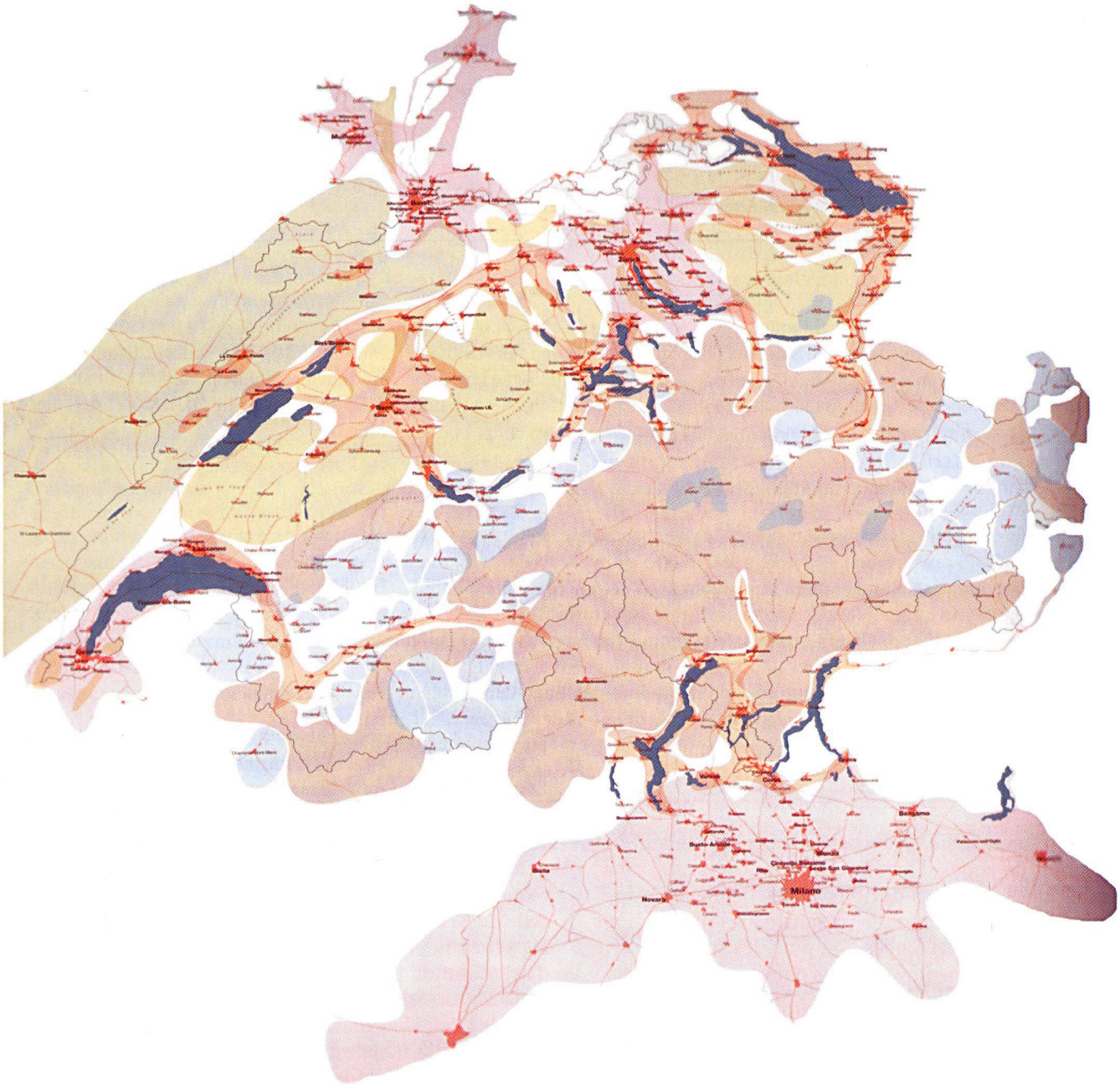
un vaste commerce régional et international. Cette complémentarité et cette concurrence s'expriment à travers la création d'une économie proto-industrielle au XVIe siècle, où comme le montre Franklin Mendels, les biens semi-finis sont réalisés en campagne, pour être commandés, finis, transportés et vendus par des marchands-fabricants urbains. L'ascendant des bourgeois urbains sur les paysans-fabricants est la base de la théorie marxiste de « l'alliénation » du prolétariat.

Le fossé entre villes et campagnes croît durant l'époque moderne et s'amplifie avec l'industrialisation : en matière de religion, d'éducation aussi bien que de richesses. Cette polarisation se retrouve dans les guerres de religion comme dans les révolutions sociales et libérales du XIXe siècle. Aussi bien la guerre du Sonderbund (1847) que la guerre de Sécession américaine (1861) sont marquées par l'opposition entre les intérêts des centres urbains et ceux des contrées rurales. On retrouve cette dichotomie dans l'opposition des élites traditionnelles d'une part, aristocratiques et terriennes, et des élites bourgeoises et patriciennes d'autre part.

L'industrialisation ne fait en général qu'exacerber l'opposition entre la population rurale et le monde ouvrier. L'explosion démographique européenne du tournant du XIXe siècle conduit à un exode rural de plus en plus marqué. Les conditions de vie urbaines, déjà inférieures à celles des campagnes au Moyen Age, connaissent une dégradation sensible à la fin du XIXe. Les trois dernières décennies du siècle voient d'ailleurs jusqu'au quart de la population européenne tomber sous le coup de maladies comme la tuberculose. Cette situation est maîtrisée à travers les efforts des hygiénistes et des urbanistes.

Après la mécanisation de l'agriculture et l'exode rural, le XXe connaît une tertiairisation à partir de la seconde moitié du siècle, qui inaugure une progressive désertification des campagnes. Celles-ci sont ensuite

Les réseaux de population en Suisse correspondent à la topographie ainsi qu'aux axes et systèmes de communication. ETH Studio Basel, 2005.



Les « espaces de silence » en Suisse correspondent aux zones rurales et de transit. ETH Studio Basel, 2005.

La Suisse

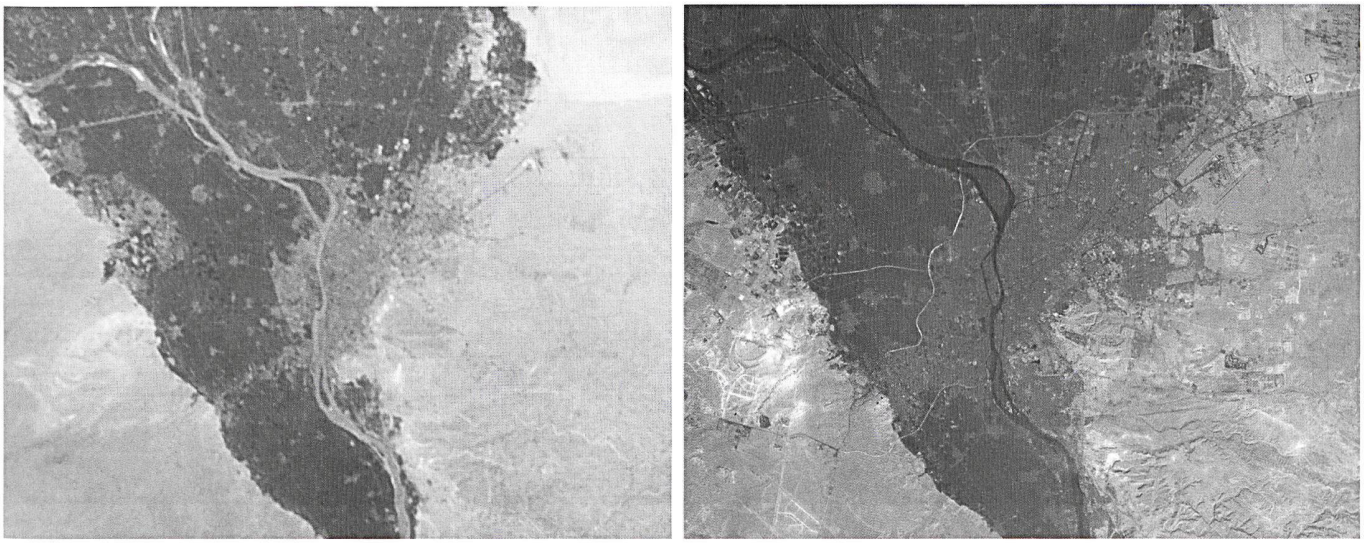
La Suisse compte 7,2 millions d'habitants pour une superficie de 41 285 km2, soit une densité moyenne de 185,93 habitants par km2 en 2005 – le 43e rang mondial. Son taux de fertilité de 1,42, son taux de mortalité infantile de 5 pour mille impliquent une croissance de 0,6 % en 2007, qui faiblit d'environ 0,1 % par année. Une croissance pratiquement nulle permet d'estimer une population de l'ordre de 5,8 millions en 2050. 68 % de la population est « urbaine » selon les critères internationaux, en reflux de 0,1 % par an. L'espérance de vie est de 75,9 ans pour les hommes et 82,3 pour les femmes.

Source : UNFPA, *State of world population 2004*.

En 2004, on comptait 1,64 millions d'étrangers vivant en Suisse, soit 21,7 % de la population totale et un accroissement de 15 000 par année. Parmi eux, on ne compte que 238 800 extra européens. Les unions mixtes représentent 35,5 % des mariages. Sur les 73 100 naissances en Suisse en 2004, 29 700 ou 40,6 % comptaient au moins un parent étranger. Le taux de fécondité des Suisses était de 1,26 enfant par femme, contre 1,89 pour les femmes étrangères. Le total de 1,42 % ne permet guère de maintenir le niveau de population actuel sans recours à l'immigration, à raison d'environ 35 000 naturalisations par année. La natalité des grandes villes (Genève, Zurich) est pratiquement le double des cantons ruraux de Suisse centrale. La natalité supérieure de la Suisse romande et un effondrement de la natalité en Suisse alémanique (- 18 % en cinq ans) est en passe de modifier durablement l'équilibre linguistique. A noter que 10 % des Suisses vit à l'étranger.

Source : Office fédéral de la statistique, *La population étrangère en Suisse*, 2005.

progressivement réinvesties par l'extension des villes et la création de zones d'habitat décentralisées : les zones périphériques, les cités-dortoirs et les banlieues. Ainsi, depuis les années 1960, la majorité des populations européennes sont urbainées. De plus, les modes de vie urbains se généralisent, y compris dans les campagnes.
Pour la première fois, au début du XXe siècle, la population des villes croît plus rapidement que celle des campagnes. Jean-Luc Pinol démontre que le taux d'accroissement est proportionnel à la taille des villes, conduisant à une concentration urbaine croissante. Paul Bairoch démontre que ce phénomène est encore plus important dans le Tiers monde, où la population des mégapoles du Sud dépasse celle du Nord en 1971.
L'extension de l'Union européenne est également un facteur d'urbanisation pour les pays du pourtour méditerranéen dans les années 1970 et dans les années 2000 pour les pays de l'Est. L'entrée des 10 nouveaux membres en 2004 puis des 2 derniers en 2007 représentent pour l'UE un doublement de la superficie et de la population rurale.



L'évolution du Caire entre 1965 et 1988. La population compte aujourd'hui 10 834 495 millions d'habitants selon les chiffres officiels pour une superficie urbaine de 210 km2 et métropolitaine de 1492 km2, soit une densité de 35 420 habitants par km2. Photos satellites : NASA.

Une capitale trop vite grandie : Le Caire

Avec ses 400 km2, le Grand Caire compte 13 millions d'habitants la nuit et 16 millions le jour. (...) La croissance annuelle de la population de la capitale (3,3 %) dépasse largement la moyenne nationale (2,2 %). L'exode rural augmente chaque année la population (...) de 1,6 %, soit près d'un quart de million d'habitants.
La principale cause de cet exode est économique. C'est en effet au Caire qu'un Egyptien a le plus de chances de trouver un travail : on y trouve près de la moitié des emplois du secteur d'Etat et 40 % du privé. Malgré la crise du logement, on y est mieux logé qu'à la campagne, la capitle comptant 30 % des habitations d'Egypte. On y est mieux soigné, avec plus de 70 % des médecins et la moitié des lits d'hôpital. (...)
Les plus démunis n'ont d'autre recours que la douzaine de « quartiers champignons » qui ont poussé autour de la capitale. De quartiers construits sans aucun plan d'urbanisme, où 30 % des habitations n'ont ni eau ni égouts, les rues ne sont que des ruelles qui se tortillent au gré de constructions hétéroclites.

Alexandre Buccianti, *Le Monde*, 2 septembre 1994.

Le budget de la Politique agricole commune (PAC) ayant été « plafonné » en 1999, la population rurale des 12 nouveaux membres doit donc passer en 8 ans de 15 % en moyenne, au niveau des 15 anciens membres : soit 2 % seulement. Ces mesures, comme l'urbanisation rapide qui en résulte, conduiront certainement à des transformations en profondeur de ces sociétés.

Urbanisation

Trois grandes étapes ont changé durablement l'aspect des villes. La première est l'abattage des fortifications autour des années 1860, qui marque la fin de la fonction défensive et militaire des villes. Les murs sont alors transformés en boulevards ou *Rings*.
La seconde transformation vient de la diffusion des ascenceurs à partir des années 1860, qui mettent fin à la ségrégation verticale et mènent à la création de quartiers aux fonctions sociales et économiques définies, puis à un regroupement social de plus en plus homogène, selon des critères fonctionnels (activité de production ou marchande), économiques ou ethniques (ghettos).
La troisième est la réalisation de réseaux de services de transports, d'énergie et de services, qui organisent l'espace selon des réseaux centralisés dans les cas où l'Etat assume leur développement dès l'origine, ou au contraire anarchiques lorsque plusieurs compagnies privées se chargent de ces projets à la fin du XIXe siècle.

Globalisation urbaine

La désorganisation économique et politique due à la décolonisation de la seconde moitié du XXe siècle, l'explosion démographique des pays en voie de développement ou encore l'industrialisation rapide des « tigres » ou nouveaux pays émergants, sont les facteurs principaux de la rapide extension des villes du Tiers monde. Les théories de développement des années 1960-1970, dont le structuralisme et le socialisme ont été les fers de lance, ont toutes deux préconisé un rattrappage rapide par une forte implication de l'Etat et par une industrialisation à outrance[1] dans le but de s'affranchir de la dépendance économique des anciennes métropoles.
La croissance des « mégapoles » ou villes de plus de 8 millions d'habitants est un facteur clé de la globalisation dans le domaine économique (des marchés financiers au *shopping*) mais aussi culturel (américanisation). En marge des sommets mondiaux, G8 et WEF, les maires des grandes villes se réunissent et représentent un poids politique de plus en plus important, qui défie aussi bien le pouvoir des organisations internationales que les associations d'Etats ou de gouvernements, ou encore la société civile. Face à ces autres pouvoirs, les maires disposent aujourd'hui d'une légitimité et d'une reconaissance, d'une autonomie de parole et d'initiative, ainsi que d'une capacité d'action inégalées. Occupés aujourd'hui essentiellement à traiter de transports,

1 *Import substituting Industrialisation* (ISI).

d'évènements médiatiques et sportifs (Jeux olympiques) et de questions d'environnement (protocole de Kyoto), ils pourraient à l'avenir devenir des interlocuteurs clé dans des domaines aussi variés que l'immigration, la sécurité, la prévention des risques naturels ou techniques, les droits de l'Homme, la prévention des conflits voire l'assistance humanitaire.
L'urbanisation généralisée, généralement associée au développement du capitalisme, n'est pas une fatalité. On trouve en effet plusieurs mouvements « anti-urbains », à la suite de John Ruskin en Angleterre au milieu du XIXe siècle. Cette vision « pessimiste » est partagée par de nombreux conservateurs et plusieurs courants fascistes, en particulier le National-socialisme, à travers les théories socio-biologiques et le darwinisme social de Georg Hansen. On retrouve certains de ces réflexes dans le mouvement conservationiste et écologiste de la fin du siècle. Sans parler des mouvements socialistes, l'Armée du Salut ou encore l'alter-mondialisme.

La vulnérabilité des villes

Par leur vocation de concentration des ressources, des pouvoirs et des populations, les villes sont par définition des entités vulnérables. L'Union européenne conduit actuellement une étude sur les risques technologiques liés à la proximité des usines et des centrales à proximité des grands centres urbains.

On sait depuis le Moyen Age, ou l'on évoque déjà les « villes mourroirs », que les populations urbaines sont les plus exposées aux épidémies, en raison de la promiscuité et de la mobilité. Si l'on ne peut établir de lien entre ruralité et pauvreté, on peut dire que les populations socialement les plus précaires se concentrent en ville.
Enfn, comme l'affirmait cyniquement sur les ondes de France Culture un ancien dirigeant de Médecins du Monde, la grande différence entre l'humanitaire il y a trente ans et de nos jours, c'est qu'à l'époque on livrait de la nourriture dans les campagnes africaines. Aujourd'hui, les mêmes actions humanitaires visent prioritairement les villes...
Vulnérables à toute interruption des services (eau, électricité, gaz) ou des livraisons (vivres, charbon, information), les populations urbaines sont plus dépendantes et plus profondément touchées que les populations rurales. L'impact d'une catastrophe naturelle ou technique en ville est plus grave, par la quantité de personnes atteintes mais aussi par leur degré de détresse. L'évacuation ou le déplacement de populations urbaines à grande échelle pose de réels problèmes humanitaires, logistiques et de maintien de l'ordre, comme l'ont démontré les opérations militaires américaines en 2005 lors de l'ouragan Katrina.

Concentration et globalisation, influence, poids économique et politique, vulnérabilité croissante, le développement des grandes zones urbanisées doit marquer nos réflexions dans le domaine des relations internationales, la politique de sécurité comme la protection des populations.

A+V